

partement de la Statistique; le général McNaughton, chef de l'état-major, accompagné d'un officier d'état-major; des fonctionnaires techniques du département de la Marine et le colonel Steel, qui est probablement la plus grande autorité en matière de radiophonie.

Dans le cours de la semaine dernière, je me suis mis aussi en communication avec les premiers ministres de l'Ouest, leur indiquant l'opportunité qu'il y aurait à inclure dans la délégation quelqu'un qui puisse parler avec autorité de la grande industrie du blé. On a jugé à propos de désigner les personnes suivantes: M. McPhail, qui représente les syndicats de vente en commun des trois provinces de la Prairie, le docteur McGibbon, vice-président de la Commission des grains; le professeur Swanson, de l'université de Saskatchewan; et M. John L. Macfarlane, qui n'est pas actuellement engagé activement dans le commerce du grain, mais que les provinces de l'Ouest estiment être le mieux informé parmi ceux qu'on pourrait choisir pour représenter ce commerce en dehors des coopératives de vente.

Je n'ai pas besoin de dire que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux se préoccupent beaucoup de la situation créée par la baisse des prix du blé. L'autre soir, j'ai mentionné ce qui, à mon avis, était l'une des causes de la baisse du marché de Winnipeg. J'ai dit cela à la suite des renseignements qui m'avaient été donnés et qui furent publiés dans le journal le lendemain matin. Les enquêtes faites actuellement par le Bureau agricole des Etats-Unis permettraient de s'assurer plus amplement si vraiment c'est la cause de cette baisse subite des prix et, de notre côté, nous ferons tout notre possible pour connaître la vérité. Inutile de dire que ceux qui sont actuellement les représentants de la nation feront tout ce qu'il est humainement possible de faire pour que la classe agricole obtienne de meilleurs prix pour ses produits. Quiconque calcule la somme que cela représente, comprendra quels graves résultats cette baisse des prix entraîne, résultats qui permettent à peine de rentrer dans les débours.

Les personnages que j'ai nommés et qui sont des spécialistes dans leur sphère, pourront débattre ces différentes questions avec autorité, non seulement à Londres, mais sur le continent européen. Investi de la confiance du peuple, nous ferons de notre mieux pour améliorer les moyens de distribution et réduire les frais de transport, afin de permettre aux cultivateurs canadiens d'écouler leurs produits de façon à pouvoir subir la concurrence de l'étranger. Comme le disent nos honorables amis de la gauche, cela comporte la réduction du

[L'hon. M. Bennett.]

coût des instruments de production, et nous en sommes de tout cœur. Nous pouvons professer des opinions différentes quant aux mesures propres à atteindre cette fin, mais tel est notre sincère désir à tous. Les moyens que nous proposons ne sont pas ceux que préféreraient les membres de la gauche, mais nous croyons que les méthodes que nous avons adoptées permettront au producteur canadien de se procurer ses instruments de production à aussi bon marché que les producteurs des autres pays. Nous savons que notre sol est aussi bon et aussi fertile, sinon plus, que celui de tout autre pays au monde.

Nous allons essayer de stimuler la production par tous les moyens possibles. La grande industrie de Trail, où l'on vient de se livrer à la production des engrais sur une grande échelle, va améliorer l'état de l'Ouest canadien, nous le croyons. Tous les députés doivent être au courant de ce qui se fait là-bas. Nous espérons que l'emploi des engrais va élever le niveau de notre production à l'égal de celui de l'Allemagne, du reste de l'Europe continentale et de la Grande-Bretagne. Si nous pouvons arriver à ce résultat sans qu'il en coûte cher au cultivateur,—et nous croyons y arriver en utilisant les ressources naturelles considérables qu'on est à mettre en valeur à Trail,—l'agriculture va en tirer de grands bénéfices dans les provinces de l'Ouest.

La question des moyens de transport est un problème d'importance capitale. Si l'on veut que le cultivateur de l'Ouest puisse rivaliser avec ceux du reste du monde, il faut qu'il puisse se procurer à bon marché ses instruments de production et que nous cherchions tous les moyens possibles d'améliorer les conditions dans lesquelles il doit moissonner et vendre sa récolte. Une fois la moisson récoltée, il faut des moyens de transport à bon marché. C'est où se porte toute notre attention et vise notre politique.

Il reste un autre problème excessivement important, celui de l'écoulement des produits ainsi récoltés et transportés. Ce problème échappe à la sagesse et à l'habileté de l'homme, si les habitants du pays ne peuvent se fournir les uns aux autres tout ce dont il ont besoin, sans être forcés d'acheter ailleurs. Les primes que les autres pays ont distribuées à profusion pour stimuler la production et la culture de leur sol depuis quelques années ont fait naître une situation qui ne s'était pas présentée depuis plusieurs générations. Nous allons donc essayer—et j'espère que le succès couronnera nos efforts—d'inciter à l'achat de nos céréales ceux qui ont un intérêt capital à le faire; nous allons le leur demander, d'abord à cause de la qualité de nos céréales, puis parce que nos producteurs peuvent les vendre, tout